

LA FRANCE REVIENT L'EUROPE REVIT !

**NOTRE PROJET
POUR UNE EUROPE DES NATIONS**



Avec les nations, pour les peuples : **BÂTIR L'EUROPE DU XXIème SIÈCLE**

Les élections européennes du 9 juin prochain sont l'occasion d'un basculement historique : soit la marche forcée vers un super-État européen centralisé, soit le retour des peuples à Bruxelles et à Strasbourg, pour enfin sanctionner l'Europe de Macron et poser les jalons d'une véritable Europe des nations.

Dans un monde en crise, en proie aux guerres économiques, aux tensions géopolitiques, aux défis démographique, environnemental et technologique, l'Union européenne n'a pas su protéger les peuples et projeter notre continent dans le XXIème siècle.

Depuis cinq ans, un nouveau clivage traverse l'Europe. Il oppose les partisans de la puissance et de la croissance aux promoteurs de la décroissance, responsables du délitement.

Par ailleurs, la Commission de Bruxelles exploite les crises pour s'arroger des compétences supplémentaires au détriment de la souveraineté des États. C'est le cas des compétences de santé avec la crise du Covid, de la compétence migratoire avec la répartition obligatoire des migrants dans nos communes, ou de la compétence militaire depuis la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine.

Le 9 juin prochain, en faisant du RN la plus large délégation française au Parlement européen, les Français poseront les jalons d'une Europe des nations qui défend à la fois les modes de vie et le niveau de vie des peuples, tout en portant l'ambition de coopérations entre États autour des grandes nécessités du XXIème siècle.

Le projet d'Europe des nations s'appuie sur une idée centrale : la puissance. À cette fin, nous reprenons cette idée originelle du projet européen telle que portée par le Général de Gaulle : la participation de chaque nation à une organisation qui soit pour elle un multiplicateur de puissance, qui ouvre des opportunités nouvelles de croissance et garantit une protection supplémentaire.

Cette ambition repose sur trois axes : protéger, produire, et respecter la voix des peuples.

Le 9 juin, par leur vote, les peuples ont le pouvoir de reprendre leur destin en main et d'amorcer le cycle du redressement.

Le 9 juin, parce que la France revient, l'Europe revit.

Marine LE PEN

Jordan BARDELLA

Marine Le Pen *J. Bardella*





LA STRATÉGIE TRICOLORE

POUR REPRENDRE LE CONTRÔLE

La stratégie tricolore expose la manière dont le Rassemblement National entend réactualiser le logiciel européen. Au Parlement européen, elle constitue notre feuille de route. Demain à la tête du pays, elle sera un outil pour changer les règles. Notre volonté : mettre l'Europe au service des peuples, défendre les intérêts de la France et protéger les Français.



Exemples de coopérations de bon sens que nous soutiendrons :



La coopération industrielle et technique sur les grands projets d'avenir, notamment l'intelligence artificielle.



Le développement des échanges scientifiques sur les défis du XXIème siècle.



Erasmus pour les étudiants et les apprentis.



La mutualisation de certains moyens matériels de la protection civile.



Exemples de coopérations acceptables sous de nouvelles conditions :



L'espace Schengen : à condition que la libre-circulation profite exclusivement aux ressortissants des États membres.



L'agence Frontex : à condition qu'elle protège les frontières européennes et soit autorisée à renvoyer les migrants illégaux.



Le marché unique : à condition de rétablir une concurrence loyale et de permettre la priorité nationale et la préférence européenne dans la commande publique.



Exemples de politiques contraires à nos intérêts que nous refuserons :



Une diplomatie et une défense européennes, dont la déposition de notre dissuasion nucléaire.



La gestion par l'UE de l'immigration à l'intérieur des États membres.



L'ingérence européenne en matière de souveraineté énergétique.



Toute forme d'élargissement de l'UE et de renforcement des pouvoirs de la Commission.



L'émission de dettes et la création d'impôts par Bruxelles.



La suppression du droit de veto des États au sein du Conseil.



Dans la future assemblée européenne comme demain à la tête du pays, nous ferons prévaloir ce que nous avons baptisé la « stratégie tricolore », qui clarifie nos intentions et dont les couleurs sont le vert, l'orange et le rouge.

Jordan BARDELLA
Conférence de presse du 29 février 2024.

2019-2024 AU PARLEMENT EUROPÉEN : **LE RN, UNE FORCE D'OPPOSITION AU SERVICE DES FRANÇAIS !**

Les députés du Rassemblement National sont vos porte-parole et vos avocats. Depuis 2019, ils défendent les intérêts de la France et des Français au Parlement européen.



Les seuls députés à défendre la France et les Français contre les décisions absurdes et coûteuses des bureaucrates de Bruxelles. Le Rassemblement National s'oppose au Pacte des migrations qui organise la submersion du continent, ainsi qu'au Pacte vert qui instaure l'écologie punitive au détriment de notre agriculture, de la compétitivité de nos entreprises et du pouvoir d'achat des Français. Ainsi, le RN s'est opposé à l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique en 2035, aux normes abusives en matière de rénovation des bâtiments (DPE), à la hausse de la contribution française au budget de l'UE ou encore à la création d'impôts européens. Le RN a aussi refusé tous les élargissements de l'UE.



Une force politique mobilisée au Parlement européen et dans le débat public. Avec près de 14 000 amendements déposés sur plus d'un millier de textes et 1 700 interpellations de la Commission, les députés du Rassemblement National ont largement contribué au travail parlementaire pour défendre la France et les Français. En plus de disposer d'un taux de présence en plénière de 94%, Jordan Bardella est aussi classé premier député européen pour son influence publique, devant la présidente du Parlement européen ! Sur de nombreux sujets comme l'immigration et la décroissance, les députés du RN ont été de véritables lanceurs d'alerte.



La seule opposition française à la politique d'Ursula von der Leyen. Les députés du Rassemblement National ont voté contre la mise en place de la Commission von der Leyen (soutenue par LR, Renaissance et les socialistes) et se sont opposés à l'ensemble des mesures nocives soumises au vote du Parlement européen. Défenseurs constants de la souveraineté nationale, ils ont également voté contre le rapport Verhofstadt, qui prône une véritable dissolution des nations dans un État européen centralisé (création de compétences en matière de Défense, de santé et de fiscalité, suppression du droit de veto au Conseil, poursuite de l'élargissement de l'UE...).



Des victoires idéologiques qui contraignent Bruxelles à des inflexions. Bien qu'étant minoritaires au Parlement européen, les députés du RN sont parvenus à obtenir plusieurs victoires idéologiques : désormais, il n'est plus tabou de défendre les concepts de souveraineté, de réindustrialisation, de concurrence loyale, de politique monétaire pragmatique ou de contrôle migratoire. Pour que ces concepts deviennent réalité, les Français doivent envoyer un maximum de députés RN au Parlement européen.



Une opposition constructive au Parlement européen comme à l'Assemblée nationale. Les députés du RN n'hésitent pas à voter en faveur de textes allant dans le bon sens, notamment pour renforcer la coopération policière et judiciaire entre États, le recyclage des batteries, etc. De plus, ils sont parvenus à faire adopter six rapports en plénière concernant des enjeux à relever à l'échelle européenne, par exemple sur l'intelligence artificielle.



Les seuls défenseurs de notre identité et de nos valeurs de civilisation. Les députés du RN ont combattu le projet de déconstruction porté par la Commission européenne. Au Parlement européen, ils ont dénoncé l'entrisme de l'islamisme en rejetant la promotion du voile et le soutien financier à des associations proches des Frères musulmans. Ils ont lutté contre les dérives wokes qu'impose Bruxelles à travers de nombreux textes tels que « Conscience historique européenne » qui veut propager dans nos écoles le rejet de nos valeurs et la réécriture de notre histoire.



“ Pendant 5 ans, les députés du RN ont défendu la puissance de la France et la prospérité des Français. Demain, ils contribueront à construire une Europe des nations capable de faire face aux défis du XXIème siècle. Plus les députés du Rassemblement National seront nombreux au Parlement européen, plus la voix du peuple sera écoutée. Le 9 juin, votez RN pour que la France revienne et que l'Europe revive ! ”

Jean-Paul GARRAUD,
Président de la délégation
du RN au Parlement européen.



PARTIE 1 : L'EUROPE QUI PROTÈGE

En imposant l'immigration de masse et la concurrence déloyale, résultant toutes deux d'une conception naïve et dépassée de la mondialisation, les partis jusqu'à présent majoritaires à Bruxelles fragilisent notre sécurité, déconstruisent notre civilisation et déstabilisent notre modèle économique et social. Face à l'idéologie du sans-frontiérisme et de la libre-circulation sans condition, **le Rassemblement National entend réhabiliter la frontière comme outil de protection et de régulation : le temps de la naïveté doit cesser.**



1 DU LIBRE-ÉCHANGE DÉLOYAL AU JUSTE-ÉCHANGE

Notre économie est exposée à une concurrence déloyale sauvage à la fois extra-européenne et intra-européenne : d'une part à cause de l'ouverture dérégulée du marché unique au reste du monde, d'autre part à cause des élargissements successifs de l'Union européenne à des pays aux normes sociales et environnementales inférieures aux nôtres. Pour réindustrialiser la France, défendre notre agriculture, restaurer notre compétitivité économique et préserver notre modèle social, nous devons privilégier des échanges basés sur la réciprocité et des accords commerciaux à règles égales. Fervent promoteur du patriotisme économique, **le Rassemblement National porte l'ambition d'une France qui entreprend, dans une Europe qui assume la priorité nationale et la préférence européenne.**

● Un Pacte pour établir une concurrence extra-européenne loyale :

- Instaurer un moratoire sur la négociation de nouveaux accords de libre-échange par l'UE.
- Défendre l'exception agricole française, pour protéger les terroirs et produits agricoles, préserver les revenus de nos producteurs et notre sécurité alimentaire.
- Imposer aux importations le respect des normes environnementales et sociales européennes : il s'agit du principe de réciprocité. Lutter contre les fraudes aux importations, notamment alimentaires.
- Mettre en place une véritable taxe carbone aux frontières européennes, instrument de protectionnisme intelligent en taxant les produits finis et semi-finis, plutôt que les matières premières comme imposé par l'UE.

● Lutter contre la concurrence déloyale au sein du marché unique :

- Mettre fin aux règles injustes du travail détaché, véritable délocalisation à domicile qui pénalise les salariés français de nombreux secteurs, comme le BTP et le transport routier.
- Interdire les aides européennes qui financent les délocalisations au sein du marché unique.
- Refuser l'élargissement de l'UE aux Balkans, à la Turquie et à l'Ukraine, qui ruinerait notre agriculture et exercerait une pression à la baisse sur le salaire des Français.
- Lutter contre le dumping fiscal, en renforçant la lutte contre la fraude fiscale et en sanctionnant enfin les pratiques déloyales des paradis fiscaux européens.

● Défendre nos Outre-mer en adaptant les politiques économiques aux spécificités de chaque territoire.



Pour avoir voulu contrôler nos frontières lorsque j'étais à la tête de Frontex, j'ai subi des pressions de la Commission européenne et des ONG. Aujourd'hui, Frontex est malheureusement devenue une agence d'accueil pour migrants. Il est urgent d'appliquer les mesures du RN pour reprendre le contrôle face au chaos migratoire qui menace la France et l'Europe.

Fabrice LEGGERI,
Directeur de Frontex de 2015 à 2022,
candidat sur la liste du RN aux élections européennes.



2 DE L'EUROPE PASSOIRE À LA SÉCURITÉ DES PEUPLES

Les vagues migratoires ne font que commencer. L'année 2023 a été l'année de tous les records et sur les deux premiers mois de l'année 2024, le nombre d'entrées en provenance de la seule route d'Afrique de l'Ouest a augmenté de 541%. A l'heure du péril islamiste et des grands basculements démographiques, l'immigration de masse apparaît aujourd'hui comme une menace existentielle pour les nations européennes. Le Pacte migratoire, aboutissement de 5 années de travail conjoint par la Commission européenne et Emmanuel Macron, veut intensifier l'immigration de masse et imposer la répartition des migrants dans les pays européens sous peine de punition financière (20 000 € par migrant) : une véritable mise sous tutelle des États. Pour assurer la sécurité des peuples, protéger notre identité et garantir la continuité historique de la France et de l'Europe, **le Rassemblement National propose un tournant de fermeté en matière migratoire.**

● Instaurer une double frontière, française et européenne : contrôler les frontières nationales et mettre en place une frontière aux portes de l'Europe en permettant à Frontex de renvoyer les migrants illégaux. Il s'agit d'une double sécurité.

● Restreindre la libre-circulation de l'Espace Schengen aux seuls ressortissants des pays membres.

● Supprimer les subventions publiques aux ONG pro-migrants et lutter contre les trafics d'êtres humains, judiciaire l'aide à l'immigration illégale et mettre sous scellés les bateaux qui assurent la navette entre l'Europe et l'Afrique avec les mafias de passeurs.

● Organiser le traitement des demandes d'asile dans les ambassades et consulats des pays d'origine pour éviter une immigration du fait accompli.

● Expulser les clandestins, islamistes et délinquants étrangers.

● Conditionner les aides au développement versées à des États tiers : maintien des populations dans leur pays d'origine, lutte contre les passeurs, reprise effective de leurs ressortissants expulsés.

● Organiser un référendum en France pour réaffirmer la primauté de la Constitution française sur les décisions des juges européens en matière d'immigration.

PARTIE 2 : L'EUROPE QUI PRODUIT

Par idéologie, la Commission européenne a fait le choix de la décroissance industrielle, agricole et énergétique. Cette politique, inspirée par l'écologie punitive, se traduit par une prolifération de normes toujours plus contraignantes pour les Français comme pour les entreprises. Cette dérive met en péril l'indépendance de l'Europe et freine son développement économique en privant les États de leur capacité de production. Depuis 2000, le décrochage de l'économie européenne est manifeste : le PIB courant de l'UE a augmenté de 128% entre 2000 et 2022, contre 148% pour les États-Unis. **Le Rassemblement National veut reprendre le contrôle de notre souveraineté pour rétablir la prospérité économique et préserver le modèle social des Français.**

1 REFAIRE DE LA FRANCE UN PARADIS ÉNERGÉTIQUE

L'énergie est le moteur de la puissance d'un pays et du développement d'une société. En imposant les énergies intermittentes, souvent au détriment du nucléaire, et en obligeant à libéraliser les concessions de nos barrages hydroélectriques, la Commission saccage le système électrique français qui garantit pourtant notre sécurité d'approvisionnement, une énergie décarbonée et un prix attractif. Pire : avec les règles du marché européen de l'énergie, l'Union européenne organise la flambée des factures énergétiques en indexant le prix français de l'électricité sur le prix européen du gaz. Cette situation absurde et l'échec de la réforme du marché européen de l'énergie démontrent la soumission d'Emmanuel Macron à la Commission et son refus de défendre les intérêts de la France. Pour améliorer le pouvoir d'achat des Français et provoquer un choc de compétitivité en faveur de nos entreprises, **le Rassemblement National propose de reprendre en main notre souveraineté énergétique.**



- **Baisser de 30 à 40% la facture d'électricité en rétablissant un prix français de l'électricité**, par la fin des règles absurdes du marché européen de l'énergie. Ainsi, nous retrouverons un prix de l'électricité compétitif car proche des coûts de production sur le sol national, tout en permettant à la France d'exporter son électricité à un prix attractif vers ses voisins européens.

- **Protéger le mix électrique français**, en investissant dans les technologies d'avenir (nucléaire de nouvelle génération, hydrogène, géothermie...) et en refusant toute ingérence européenne en matière de politique énergétique : nous nous opposons notamment à la libéralisation des concessions de nos barrages hydroélectriques et au développement des énergies intermittentes (éoliennes) imposés par l'UE.

- **Déployer une diplomatie écologique**, en exportant le savoir-faire industriel français en matière d'énergie décarbonée.



CONTRE LE PACTE VERT, LE RETOUR DE L'ÉCOLOGIE RAISONNABLE !

Défendre une écologie raisonnable, à rebours de l'écologie punitive du « Pacte vert » qui aggrave l'inflation des prix du quotidien, la régression de notre niveau de vie et les dépendances du continent :

- **Soutenir nos agriculteurs et pêcheurs**, en leur garantissant une rémunération digne et en leur permettant de vivre de leur travail. Il s'agit de remettre en cause la stratégie de décroissance « De la Ferme à la Fourchette », de décréter une pause réglementaire, d'imposer le principe de réciprocité dans le commerce et de refuser tout nouvel accord de libre-échange déloyal, de nationaliser et de simplifier les modalités d'attribution d'aides de la PAC, d'adopter des aides nationales à la PAC, ou encore d'instaurer une grande loi « Mangeons français » pour accorder la priorité d'accès aux marchés publics pour nos producteurs.
- **Renforcer l'accès au logement**, en assouplissant les obligations européennes de rénovation énergétique des bâtiments (DPE) qui mettent en difficulté les propriétaires et locataires, entraînent une baisse de la capacité du parc locatif et aggravent l'inflation.
- **Défendre les automobilistes et notre industrie**, en abrogeant les normes européennes absurdes comme l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique en 2035, le renouvellement du permis de conduire tous les 15 ans, ou encore la multiplication des zones à faibles émissions (ZFE - norme Euro 7).



2 LIBÉRER LES ENTREPRISES DE LA BUREAUCRATIE EUROPÉENNE

En cinq ans, 850 nouvelles obligations européennes ont été imposées à nos entreprises, soit près de 5000 pages de réglementations supplémentaires. Ce fardeau normatif est devenu un frein pour la croissance et l'innovation en France et en Europe : la CSRD et le devoir de vigilance en sont des exemples. Aux normes émises par Bruxelles, s'ajoutent les incessantes surtranspositions franco-françaises. Pour préserver notre capacité à produire, **le Rassemblement National revendique un pouvoir de dérogation aux règles européennes, à l'instar d'autres États membres.**

- **Décréter une pause réglementaire et engager le chantier de la simplification** : tests PME obligatoires, abrogation des directives CSRD et devoir de vigilance...

- **Sanctuariser les secteurs stratégiques et de souveraineté** face aux règles de concurrence de l'UE (aides d'État, monopoles, marchés publics).

- **Autoriser la priorité nationale dans les marchés publics pour défendre nos emplois et l'environnement**, de même que la préférence communautaire avec un accord-cadre « Acheter français ou européen ».

- **Engager le réaligement compétitif de la France par rapport à l'Europe**, en poursuivant la baisse des impôts de production.

- **Conditionner le versement des aides européennes structurelles, largement financées par les Français, à l'achat de produits européens** : matériels de Défense, infrastructures énergétiques...

- **Intégrer la lutte contre le chômage et la réindustrialisation dans le mandat de la BCE** et mettre les politiques monétaires au service de l'investissement dans l'économie réelle, la transition écologique et les technologies d'avenir.

PARTIE 3 : L'EUROPE QUI RESPECTE

Depuis la trahison du référendum français de 2005, l'Union européenne soutenue par Emmanuel Macron se construit contre les peuples. L'abandon progressif de notre souveraineté conduit à renforcer les pouvoirs d'une Commission européenne technocratique : pire, le rapport Verhofstadt voté en novembre 2023 confirme l'intention de diluer la France dans un État centralisé européen. Pour rendre le pouvoir aux peuples et défendre leurs libertés, nous devons rapprocher l'Europe des citoyens. Fidèle à l'Europe des nations portée par le Général de Gaulle, **le Rassemblement National veut bâtir une Alliance européenne des nations : une organisation de coopération au service des peuples, respectueuse de la démocratie et des souverainetés nationales, utile aux États par le développement de projets à la carte adaptés aux besoins des pays.**

1 RENDRE LE POUVOIR AUX PEUPLES

Quand Bruxelles décide, les Français subissent. Le fonctionnement de l'UE écarte de plus en plus les peuples et les États, conduisant la Commission et les juges européens à imposer aux nations des décisions contraires à leurs intérêts. Cette dérive est telle que non seulement la Commission profite des crises pour accaparer de nouveaux pouvoirs à l'instar de la santé ou la Défense, mais en plus elle n'hésite pas à sanctionner des États qui souhaitent exercer leur souveraineté. Pour renouer avec la démocratie dont l'Europe est le berceau, une révision des traités européens s'impose. **Le Rassemblement National propose une nouvelle organisation institutionnelle pour bâtir une Europe des nations.**

- **Réaffirmer la supériorité de la Constitution française** sur les normes et juridictions européennes.
- **Redonner aux États le pouvoir exclusif de proposer de nouvelles normes** (initiative législative) au sein du Conseil.
- **Garantir le droit de veto des États** (règle de l'unanimité) et l'élargir à la compétence du commerce.
- **Transformer la Commission en un Secrétariat général** du Conseil sans pouvoir décisionnaire ni initiative législative.
- **Appliquer le principe de subsidiarité et de proportionnalité** pour que toute décision soit prise au plus proche des peuples.
- **Défendre et promouvoir la civilisation européenne**, en s'opposant à la déconstruction de notre histoire, de nos cultures, de nos valeurs, et refuser l'adhésion de la Turquie à l'UE.
- **Promouvoir au niveau européen la Déclaration des Droits des peuples et des nations**, outil supplémentaire dans le droit international pour protéger la souveraineté des nations, les libertés humaines, la diversité des civilisations, les richesses culturelles du monde et aider au règlement pacifique des conflits.



L'UE COÛTE PLUS CHER QU'ELLE NE RAPPORTE : BAISSONS LA FACTURE !

Rendre aux Français leur argent en baissant la facture européenne, véritable gaspillage de l'argent du contribuable. Entre 2017 et 2027, la contribution française au budget de l'UE a augmenté de 73,7%. Chaque année d'ici 2027, les Français versent en moyenne 27 milliards d'euros de leurs impôts à l'Union européenne, dont près de 10 milliards d'euros en perte sèche pour financer la submersion migratoire, la concurrence déloyale et la bureaucratie (près de 32 000 employés rien qu'à la Commission). Nous voulons rendre aux Français leur argent :

- **Baisser la contribution française nette** (surplus) versée à l'UE pour participer au financement de la baisse de la TVA de 20 à 5,5% sur les énergies : électricité, gaz, fioul et carburants. En baissant la contribution nette, les aides de la PAC resteront sanctuarisées.
- **Refuser tout impôt prélevé par l'Union européenne**, qui pénaliserait les États membres et les consommateurs.
- **Arrêter les nouvelles souscriptions d'emprunts réalisées par la Commission européenne**, véritables bombes à retardement pour les contribuables français : à lui seul, le plan de relance européen coûtera en perte sèche plus de 40 milliards d'euros à notre pays.



2 L'EUROPE DES PROJETS ET DES COOPÉRATIONS

Pour relever les grands défis du XXIème siècle, l'Alliance européenne des nations doit devenir le cadre de coopérations et de projets entre les pays du continent : politiques comme la protection des frontières européennes, industriels à l'image d'Ariane et d'Airbus, ou encore scientifiques. Ces projets constitueront des coopérations librement consenties par les États et à leur initiative, selon leurs avantages comparatifs et leurs intérêts, en s'appuyant sur leurs acteurs publics et privés. Pour refaire de l'Europe une opportunité plutôt qu'un frein, un pôle d'excellence qui rayonne et relève les enjeux technologiques, écologiques ou migratoires de demain, **le Rassemblement National propose de bâtir l'Europe des projets à la carte.**

- **Mener des coopérations politiques** : contrôle des frontières européennes avec Frontex, Erasmus pour les étudiants et les apprentis, mutualisation de certains moyens matériels de la protection civile, ou encore renforcement de la coopération des services de police, justice et renseignement pour lutter contre les trafics transfrontaliers et le terrorisme islamiste.
- **Développer des coopérations industrielles et techniques sur les grands projets d'avenir** : aérospatial, Défense, intelligence artificielle, cloud européen pour stocker nos données stratégiques, filière hydrogène, ou encore voiture propre.
- **Renforcer les échanges scientifiques** : lutte contre le cancer, recherche agronomique, chimie verte, etc.
- **Sécuriser les capacités de production de médicaments à l'échelle européenne.**
- **Créer une agence européenne de la mer** pour accompagner la croissance de nos Outre-mer.

L'EUROPE QUI RELÈVE LES DÉFIS DU XXI^{ème} SIÈCLE

FACE AUX ENJEUX DU CLIMAT

Intensité et allongement des épisodes caniculaires, multiplication des feux de forêts, assèchement des sols, épisodes météorologiques extrêmes, surcoût assurantiel pour les entreprises et impact sur la production agricole : **les sociétés humaines sont bouleversées à de multiples niveaux par les effets du dérèglement et du réchauffement climatiques.**

Le défi écologique concerne la protection des milieux naturels et des lieux dans lesquels nous vivons au quotidien et dont la dégradation n'est pas sans conséquence sur la qualité de vie des citoyens.

Notre siècle devra composer avec le double impératif de puissance et de durabilité. Loin d'être une contradiction, c'est une nécessité vitale, et l'Europe a toutes les intelligences et les ressources pour proposer un modèle qui, loin d'opposer l'Homme à la Nature et de criminaliser l'action du premier, permet la symbiose entre les hommes et leur milieu.

L'Europe est à la pointe dans la décarbonation de son modèle. Si sa part dans les émissions mondiales de CO₂ est relativement faible (moins de 7%), **l'Europe peut et doit prendre sa part dans cet effort de réduction tout en veillant à la cohérence des transitions à effectuer et au respect des impératifs de souveraineté et de soutenabilité pour les publics et secteurs concernés.**

● **Mettre fin au grand dérèglement commercial :** les importations représentent un tiers de l'empreinte carbone de l'Union européenne et la moitié concernant la France. La mise en place du juste-échange, la relocalisation des activités et le raccourcissement des chaînes de valeur sont les conditions élémentaires de toute politique écologique.

● **Engager une diplomatie écologique en Europe :** afin d'encourager la décarbonation des économies européennes, la France peut incarner un modèle vertueux, grâce à sa maîtrise de l'énergie nucléaire et à sa capacité de développer de nouvelles technologies comme l'hydrogène. La succession des crises mondiales et leurs répercussions énergétiques ont ouvert l'opportunité de convertir un certain nombre de capitales européennes à l'adoption ou à la généralisation du nucléaire. La France doit mener une politique proactive afin de faire valoir et déployer son savoir-faire technique et technologique auprès de ses partenaires.

● Plutôt que d'interdire brutalement et sans étude d'impact la vente des voitures thermiques individuelles, **l'Europe doit favoriser l'innovation dans le secteur pour ne pénaliser ni les consommateurs ni les emplois industriels ;** elle doit également créer les conditions d'un redéploiement massif du transport ferroviaire qui passe notamment par la possibilité accrue pour les États de déroger aux règles européennes de concurrence, sans quoi aucun plan ambitieux n'est possible au-delà de la modernisation et de la rénovation du réseau existant.

● **Protéger les forêts des effets du changement climatique :** les forêts françaises et européennes, y compris au Nord du continent ou en région montagneuse, font face à l'accroissement du dépérissement précoce des arbres, à la prolifération des parasites et insectes ravageurs, ainsi qu'à l'extension des feux de forêts et des sécheresses. Les capacités naturelles de résilience ne suffiront pas, or on sait l'importance des forêts dans la captation du CO₂. La coopération intra-européenne en matière de gestion, de protection des forêts et d'anticipation des effets du changement climatique doit être renforcée.

FACE AU RETOUR DE LA GUERRE

Nous vivons une accélération de l'Histoire, marquée par la prolifération des menaces, l'intensification de la compétition internationale et la multiplication des conflits. Cette nouvelle ère recompose l'ordre international qui a prévalu jusqu'alors et impose une redéfinition des équilibres régionaux.

Aux portes orientales de l'Europe, la Russie viole le droit international et provoque une révision de l'ordre international.

En envahissant l'Ukraine le 24 février 2022, Moscou a fait resurgir la guerre de haute intensité sur le continent européen. Ce choc stratégique a révélé l'état de désarmement généralisé dans lequel se trouvaient les nations européennes, incapables non seulement en cas d'agression d'assurer leur propre Défense territoriale sans le concours américain, mais empêchées de ce fait dans leur volonté politique de soutenir matériellement l'Ukraine dans sa légitime défense.

La capacité à assurer sa défense et à ne pas subir la volonté des autres est l'étalon de la puissance et la condition de l'indépendance.

L'Europe ne peut pas remettre intégralement sa sécurité entre d'autres mains, quand bien même il s'agirait d'une puissance alliée.

Toute ambition en matière « d'Europe de la Défense » restera une chimère dès lors que les différentes forces armées des États européens ne disposent pas des capacités militaires élémentaires ou d'une masse critique suffisante.

Par ailleurs, bien que la France soit le seul pays de l'UE à bénéficier d'un outil de Défense complet, l'Europe doit permettre des coopérations militaires entre États, librement consenties, notamment en matière d'industrie de Défense et de projection de forces.

● **Identifier et réduire les dépendances capacitaires européennes.** La coopération entre États européens volontaires doit accorder une priorité au comblement des capacités opérationnelles pour lesquelles elles dépendent de l'extérieur (drones, munitions individuelles et obus d'artillerie, défense antimissiles, satellites, etc.).

● **Favoriser et privilégier l'acquisition d'équipements et d'armements européens.** Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, plus des trois quarts des commandes d'armement de l'UE ont été passées à des acteurs non européens. La part des achats de matériel européen par le Département américain de la Défense n'est que d'1,4%, contre 45 fois plus pour les acquisitions européennes de matériel américain. L'Europe doit défendre une plus grande réciprocité.

● **Soutenir une préférence européenne dans la production d'armement sur le sol européen.** La tendance à la relance des capacités de production industrielles de Défense en Europe est positive, mais il est nécessaire que les matériels produits dans les usines européennes soient autant que possible européens. La hausse de la production ne doit pas déboucher sur une plus grande dépendance aux systèmes d'armes étrangers.

FACE AUX DÉFIS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Europe ne peut pas se permettre de n'être que le spectateur passif de la Quatrième révolution industrielle, marquée notamment par l'essor de l'Intelligence artificielle : c'est la grande révolution technologique de ce siècle. Le risque serait d'en subir les développements, plutôt que de les maîtriser et de pouvoir ainsi les mettre au service du bien commun de la société, de l'efficacité et de la puissance.

L'échelon européen constitue un atout incontestable pour l'émergence de champions technologiques et de solutions souveraines en la matière. L'IA a en effet besoin de calculateurs et d'algorithmes d'apprentissage puissants, ce que permet l'abondance de données au sein du marché européen.

Le retard inquiétant de l'Europe sur le duopole sino-américain a poussé l'Union européenne à prendre des initiatives, mais celles-ci visent avant tout la régulation de l'IA ou le respect de normes tandis que l'ambition politique d'une indépendance technologique est à ce jour inexistante.



- **Défendre la constitution d'un cloud souverain européen**, et non d'un simple « cloud de confiance » perméable aux ingérences juridiques américaines et chinoises.
- Élargir les domaines éligibles aux Projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) et en assouplir les règles d'accès afin de **créer un environnement complet en faveur de l'Intelligence artificielle**.
- Revoir les règles de la concurrence européenne pour autoriser la concentration des acteurs et **créer des champions européens du numérique** qui atteindront ainsi une taille critique au niveau mondial.
- **Comblent les dépendances stratégiques dans le domaine de la Défense** : l'IA est déjà une réalité sur les théâtres d'opérations (aide à la prise de décision, collecte et traitement du renseignement, analyse d'images satellites, etc.) et cette tendance va s'amplifier. L'Europe technologique doit aider les forces armées nationales à se doter d'applications et de solutions ne souffrant d'aucune dépendance critique.

.....

*Contre la volonté de Macron et de ses alliés de transformer l'Europe en un État centralisé européen, nous voulons que la France reste une grande nation : puissante, indépendante et souveraine. L'Europe ne doit pas se substituer aux États mais au contraire faciliter leurs coopérations pour développer ensemble des projets concrets. Conformément à la vision de l'Europe du Général de Gaulle, **le RN veut créer une Alliance européenne des nations pour rendre aux peuples leur souveraineté.***

Marine LE PEN,
Présidente du Groupe RN
à l'Assemblée nationale.



DIMANCHE 9 JUIN, UN PRINTEMPS FRANÇAIS EST POSSIBLE.

Pas d'abstention, pas de dispersion,
un seul jour, un seul tour, un seul vote utile,
votez Rassemblement National.



vivementle9juin.fr